

DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ POUR LA DIGNITÉ

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'AFRIQUE ET LES PAYS ARABES

Du 11 au 14 novembre à Accra, Ghana



Pays africains et arabes Rapport régional d'activités

2020-2025

OCTOBRE 2025

Table des matières

Introduction et contexte	3
Administration et personnel.....	3
Activités du projet : Afrique anglophone	4
Activités du projet : Afrique francophone.....	5
Activités du projet : Afrique australe	7
Activités du projet : pays arabes.....	8
Impacts positifs et résultats du projet	9
Activités du réseau	10
Campagnes menées	11
Affiliés et adhésion	11
Activités pour les femmes et les jeunes travailleurs	12
Défis auxquels la région est confrontée	13
Opportunités pour renforcer le travail de l'ISP dans les années à venir	15
Conclusion	16

Introduction et contexte

Ce rapport couvre le travail de l'Internationale des Services Publics en Afrique et dans les Pays arabes de 2020 à septembre 2025. Il regroupe les activités sous-régionales (financées ou non par des projets) des quatre sous-régions : anglophone, francophone, Afrique australe et Pays arabes. Cette période a été extrêmement difficile pour les travailleurs.euses et les syndicats. La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve les systèmes de santé publique et les économies de la région. L'instabilité économique, avec une inflation élevée et une dette croissante, a rendu la vie plus difficile pour les citoyen.ne.s ordinaires. Les chocs climatiques tels que les sécheresses, les inondations et autres déplacements provoqués par l'être humain ont perturbé les communautés et les services publics. Dans de nombreux endroits, les espaces civiques et politiques se sont réduits et différentes formes de conflits ont persisté. Ce fut également une période difficile pour le personnel. Cependant, celui-ci s'est rapidement adapté, collaborant virtuellement avec les affiliés afin de garantir que la voix des travailleurs.euses reste forte et unie. Il a su faire preuve de créativité et de courage dans la défense des services publics.

Malgré toutes ces difficultés, les affiliés de l'ISP n'ont pas baissé les bras. Ils ont continué à se mobiliser. Ils se sont battus pour défendre des services publics de qualité. Ils ont contesté la privatisation. Ils ont négocié de meilleurs salaires et conditions de travail pour les travailleurs.euses. Les syndicats ont également mené des campagnes en faveur des droits des femmes, des jeunes travailleurs.euses et des pauvres dans nos différents pays. Ce rapport montre la résilience et le travail acharné des syndicats dans la région. Il fournit également des détails sur les projets mis en œuvre, les campagnes menées, les succès obtenus et les opportunités et défis qui subsistent.

Administration et personnel

L'effectif de la région s'élève actuellement à 19 personnes, comprenant des secrétaires sous-régionaux.ales, des coordinateurs.trices de projet, du personnel administratif et financier et des consultant.e.s. À la retraite de Sani Baba, l'ancien Secrétaire régional en mai 2024, le poste a été publié et pourvu par le Coordinateur de projet pour la fiscalité, le commerce et la numérisation de l'époque, Daniel Oberko, à partir de juin 2024. Semir Said a été engagé comme Coordinateur régional de la syndicalisation et Faith Lumonya comme Coordinatrice de projet pour la fiscalité, le commerce et la numérisation. George Poe William a également été engagé comme Coordinateur de projet pour mettre en œuvre certains projets dans le secteur de la santé dans la région.

Afin de répondre aux besoins de communication de l'AFRECON et de soutenir les futurs plans de communication pour la région, Jesse Saidu a été engagé pour une période allant d'avril 2025 au 30 novembre 2025. Un spécialiste ad hoc de la communication en arabe a également été engagé dans la sous-région arabe pour superviser la traduction de tous les supports de communication à partir de juin 2025 jusqu'à l'AFRECON.

Depuis la démission du Secrétaire sous-régional (SRS) pour l'Afrique francophone (FSA) en novembre 2023, le poste n'a pas encore été pourvu. Il sera publié avant la fin de l'année 2025. Fatou Diouf, Coordinatrice de projet pour la FSA, assure l'intérim au poste de SRS.

Notre région a perdu une collègue, Joumana Azar, qui était Assistante administrative et Chargée de communication dans la sous-région arabe.

Activités de projets : Afrique anglophone

En Afrique anglophone, de nombreuses activités sont décrites comme des réalisations thématiques soutenues par le travail de projets menés par des partenaires tels que U2U et FNV. Au Kenya, au Burundi, au Rwanda, en Tanzanie, en Sierra Leone, au Liberia, au Ghana, au Nigeria et en Ouganda, les affiliés de l'ISP se sont mobilisés pour défendre les droits des travailleurs.euses, lutter contre la privatisation et influencer les politiques aux niveaux national et régional.

1. S'organiser pour l'unité et des services publics de qualité

Les syndicats ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes. Au Kenya et en Tanzanie, ils ont signé des accords de coopération pour mettre fin aux conflits de délimitation. Ils ont organisé des visites en Ouganda pour s'informer sur les comités de négociation conjoints. Ils ont également œuvré pour que davantage de femmes et de jeunes accèdent à des postes de direction.

2. Promouvoir la transparence et le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement des services d'électricité, d'eau et de gestion des déchets en Afrique sub-saharienne

Les syndicats ont mené des recherches dans toute la région sur la privatisation des services d'électricité, d'eau et de gestion des déchets. Ils ont utilisé ces recherches pour élaborer des stratégies de plaidoyer. Ils ont également collaboré davantage avec les médias pour diffuser leur message et influencer les politiques. Ils ont obtenu l'intégration de milliers de travailleurs.euses informel.le.s dans des emplois permanents et ouvrant droit à pension, améliorant ainsi leurs moyens de subsistance et leur stabilité. Ils ont influencé les réformes nationales, notamment la renationalisation de l'électricité et la révision de la politique de gestion des déchets en Ouganda. Ils ont résisté à la privatisation des services publics au Nigeria et au Kenya, préservant ainsi l'accès du public aux services essentiels. Le projet a élargi les partenariats avec la société civile grâce à « *Notre Avenir est Public* » et au Sommet 2024 des OSC des Nations unies, amplifiant ainsi l'impact régional.

3. Justice climatique et transition juste

Les syndicats ont produit des boîtes à outils pratiques pour l'action climatique. Ils ont veillé à inclure les perspectives de genre dans leurs stratégies climatiques. Ils ont également apporté leur soutien aux plans nationaux d'adaptation dans plusieurs pays.

4. Droits des personnes déplacées

Au Nigeria, les syndicats ont travaillé d'arrache-pied sur la question des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Leurs efforts ont conduit le gouvernement à adopter une politique nationale relative aux PDI. Grâce à leur travail, l'ISP a également obtenu un siège au comité technique national chargé du cadre de mise en œuvre de cette politique.

5. Renforcement des syndicats de la santé

Au Libéria, le Syndicat national des travailleurs.euses de la santé (NAHWUL) a accompli un travail remarquable. Le nombre de ses membres est passé de 587 à plus de 5 800. Cela a donné beaucoup plus de pouvoir au syndicat. Sa capacité à défendre ses intérêts, à obtenir une reconnaissance et à négocier s'est considérablement améliorée.

6. Lutte contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre

Les syndicats ont remporté de grandes victoires dans ce domaine. Ils ont réussi à faire ratifier d'importantes conventions au Nigeria, au Rwanda et en Ouganda. De nombreux syndicats et pays

ont adopté des lois et des politiques plus progressistes pour lutter contre les inégalités entre les genres. Certains syndicats ont même inclus des dispositions de la convention C190 de l'OIT et d'autres conventions sur la santé et la sécurité dans leurs conventions collectives.

7. Syndicalisation des travailleurs.euses du secteur des déchets

En Tanzanie, les syndicats ont lancé un projet pilote visant à syndiquer les travailleurs.euses informel.le.s du secteur des déchets. Il s'agit d'un secteur très difficile. Dans le cadre de ce travail, ils ont également plaidé en faveur de réformes juridiques en 2022 afin de protéger ces travailleurs.euses.

8. Fiscalité, commerce et digitalisation

Les syndicats de la région ont mené une campagne énergique contre les incitations fiscales néfastes et toutes les formes de flux financiers illicites. En Tanzanie, par exemple, les affiliés collaborent avec un consultant pour élaborer un document d'orientation proposant la mise en place d'un cadre cohérent d'incitations fiscales. Ce cadre guiderait l'administration des incitations conformément aux objectifs de développement économique du pays. Au Nigeria et au Ghana, les syndicats plaident pour que les gouvernements adoptent des alternatives aux recommandations mondiales de l'OCDE en matière d'impôt sur les sociétés afin de garantir des résultats plus équitables pour les travailleurs.euses et les communautés en termes de dépenses pour des services publics de qualité.

Au niveau régional, les affiliés soutiennent fermement l'appel des pays du Sud global en faveur d'une convention fiscale des Nations unies, qui créerait un cadre plus inclusif et démocratique pour l'élaboration des politiques et des décisions fiscales mondiales. La région continue de mener campagne contre les politiques commerciales néfastes, en particulier celles qui s'appuient sur le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), car celui-ci porte atteinte à la souveraineté nationale et aux droits des travailleurs.euses. Les affiliés collaborent également avec le Portail de négociation digital de l'ISP, en s'appuyant sur les clauses et les expériences des syndicats de différents pays. Cela a constitué une précieuse occasion d'apprentissage ainsi qu'une plateforme permettant de tirer parti des informations disponibles, ce qui a permis aux affiliés de contribuer plus efficacement aux initiatives de digitalisation sur le lieu de travail et dans la société en général.

Activités de projets : Afrique francophone

De nombreux projets importants ont été menés en Afrique francophone entre 2020 et 2025. Ces projets ont été financés par nos partenaires de solidarité issus de syndicats du monde entier.

1. Projet sur l'eau au Cameroun (2019-2023)

Ce projet a été financé par le syndicat canadien CUPE. Il était axé sur la compagnie nationale des eaux, Camwater. L'objectif principal était de maintenir la compagnie dans le secteur public. Le projet a fonctionné et a permis d'arrêter la privatisation de l'eau dans le pays. Il a préparé les travailleurs.euses et les Camerounais à résister à une nouvelle privatisation. Cela a été réalisé grâce à des activités de sensibilisation, de formation et de mobilisation.

2. Renforcement des syndicats de services publics résilients au Burkina Faso (2019-2023)

Financé par U2U, ce projet a été mené en collaboration avec les affiliés de l'ISP au Burkina Faso. Il visait à renforcer les syndicats sur le terrain. Des activités ont été organisées pour mobiliser

davantage de travailleurs.euses. Un effort important a été fait pour recruter des travailleurs.euses de la santé dans les syndicats. Le projet a également travaillé au développement des responsables syndicaux.ales. Une formation et un mentorat ont été fournis afin de renforcer leur capacité à agir et à négocier pour leurs membres.

3. Renforcement des syndicats pour des services publics de qualité, un travail décent et le dialogue social au Tchad (2019-2023)

Ce projet, également financé par U2U, a réuni sept affiliés de l'ISP au Tchad. Ils ont œuvré au sein d'une fédération nationale. Le projet s'articulait autour de trois objectifs principaux. La première initiative visait à renforcer l'unité entre les différents syndicats par le biais d'actions coordonnées. Le deuxième objectif était de renforcer les capacités des organisations elles-mêmes. Le troisième point concernait le soutien aux syndicats pour renforcer leur contribution au dialogue social. Cette démarche leur a permis d'accroître leur influence dans les débats nationaux sur les services publics et les droits des travailleurs et des travailleuses.

4. Les travailleurs.euses de la santé dans les zones de conflit (2020-2024)

Dans le cadre de son activité, la FNV a apporté son soutien à un projet couvrant le Cameroun et la République démocratique du Congo (RDC). Au Cameroun, ce projet a été mené en collaboration avec la Fédération des syndicats de la santé. En RDC, ce fut avec le syndicat des infirmières, SOLSICO. Le projet avait des objectifs clairs et mesurables, parmi eux celui de consolider la position des syndicats dans des régions caractérisées par des tensions et des conflits persistants. Ce projet comprenait des actions de plaidoyer pour promouvoir et défendre les droits des travailleurs.euses de la santé et favorisé le dialogue social afin d'optimiser les relations entre les syndicats, le gouvernement et les employeurs. Il a également contribué à l'organisation de campagnes visant à rendre les revendications des travailleurs.euses plus visibles et à renforcer le pouvoir collectif.

5. Renforcer les syndicats pour un meilleur système de santé en RDC (2019-2022)

Ce projet a été financé par FÓRSA et a été mené en collaboration avec le syndicat SOLSICO et des organisations de la société civile en RDC. Les objectifs étaient vastes. Ils comprenaient notamment la garantie de la survie financière du syndicat grâce à la recherche de nouvelles sources de financement. Le syndicat s'est efforcé de représenter tous les travailleurs.euses, y compris les femmes et les jeunes. Il s'est concentré sur la formation de responsables compétent.e.s et dignes de la confiance des travailleurs.euses. Un autre objectif était d'impliquer davantage les membres dans le syndicat. Enfin, le projet a encouragé la collaboration avec d'autres syndicats et groupes de la société civile afin d'avoir un impact plus important.

6. Renforcer les syndicats pour une santé publique de qualité en Afrique de l'Ouest (2019-2025)

Ce projet financé par U2U est toujours en cours au Niger et au Liberia. Au Niger, le travail est mené en collaboration avec le syndicat de la santé SUSAS. Le projet vise à créer un syndicat de la santé fort et indépendant qui défend correctement les droits des travailleurs.euses. Il renforce la participation et le leadership du syndicat. L'objectif ultime est d'améliorer les services de santé publique en veillant à ce que la voix des travailleurs.euses de la santé soit entendue dans les politiques nationales.

7. Lutte contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre en Afrique (2021-en cours)

Financé par SASK, ce projet est mis en œuvre au Sénégal. Tous les affiliés de l'ISP dans le pays y participent. Le projet plaide en faveur de la ratification de la Convention C190 de l'OIT par le gouvernement sénégalais. Il vise à améliorer la protection des travailleuses par le biais de lois et de conventions collectives. Il aide également à adapter leurs propres politiques afin de prévenir et de combattre la violence fondée sur le genre. L'un des principaux objectifs est d'inclure des dispositions contre la violence dans les conventions collectives d'au moins un secteur des services publics.

8. Syndicalisation des agents de santé communautaire (2024-2025)

Au Sénégal, ce projet financé par la FNV est mis en œuvre en collaboration avec deux affiliés de l'ISP : SYNTRAS et FSAS. Il renforce leur organisation syndicale et leur donne les moyens d'exiger un travail décent. Il soutient la fourniture de soins de santé primaires de qualité en obtenant une reconnaissance appropriée pour ces travailleurs.euses. Il encourage le dialogue social avec le gouvernement afin que ces emplois deviennent une partie intégrante du système de santé publique. Il renforce également le leadership et les capacités de ces travailleurs.euses afin qu'ils/elles puissent être mieux représenté.e.s.

Activités de projets : Afrique australe

Le travail dans la sous-région de l'Afrique australe s'adapte à un environnement politique et social en mutation.

1. Promotion des droits syndicaux en Eswatini et au Mozambique

Ces deux pays connaissent un niveau élevé d'intolérance politique et de sentiment anti-syndical. Le projet soutient les efforts de l'affilié mozambicain pour faire reconnaître les syndicats du secteur public. Il lutte pour le droit d'organisation et le droit à la négociation collective. En Eswatini, le projet a donné aux syndicats les moyens de résister à l'environnement politique répressif et d'exiger le respect des droits syndicaux.

2. Syndicalisation des agents de santé communautaire au Malawi, en Afrique du Sud et en Zambie

Ces agents sont principalement des femmes et travaillent souvent dans le secteur informel. En 2020, 6 000 agents de santé communautaire ont été intégré.e.s au personnel de santé sud-africain grâce au travail acharné de nos affiliés dans le cadre de ce projet. En juillet 2025, 27 000 autres agents de santé communautaire ont été sélectionné.e.s pour rejoindre le personnel de santé sud-africain grâce au plaidoyer de notre affilié NUPSAW. L'ISP soutient les syndicats du monde entier dans leur lutte pour obtenir des droits pour les agents de santé communautaire.

3. Lutte contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre en Afrique du Sud

La Convention C190 de l'OIT a été ratifiée en Afrique du Sud en 2021. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes de direction dans les syndicats. Certains syndicats ont même inclus des dispositions de la convention C190 de l'OIT et d'autres conventions sur la santé et la sécurité dans leurs conventions collectives.

Activités de projets : les Pays arabes

Dans la Sous-région arabe, nos coordinateurs.trices de projet ont mis en œuvre des projets essentiels en collaboration avec les syndicats, qui ont dû faire face à des conditions politiques et sociales très difficiles.

1. Renforcement de l'organisation et des campagnes syndicales en Égypte

Le projet Union to Union (U2U) visait à aider les syndicats indépendants en Égypte à résister à la répression. Il était axé sur le renforcement des compétences des responsables syndicaux.ales, notamment en fournissant une expertise sur les actions non violentes pour lutter contre le harcèlement. Le projet a aidé les syndicats à planifier et à mener des campagnes. Ces campagnes exigeaient que le gouvernement respecte la constitution nationale et les accords internationaux sur les droits syndicaux. En trois ans, le projet a renforcé les affiliés. Ils ont amélioré leur capacité à nouer des alliances. Ils ont mené des campagnes sur des questions telles que les conditions dans le secteur informel et la santé et la sécurité dans le secteur de la santé. Grâce à ce travail, ils ont réussi à obtenir une place à la table des négociations gouvernementales, les membres de trois affiliés différents devenant membres du Conseil supérieur pour le dialogue social. Ils ont établi une alliance solide avec le bureau de l'OIT au Caire. Un syndicat, le Syndicat de l'éducation des adultes, a augmenté son nombre d'adhérent.e.s d'environ 100% grâce à l'adhésion de nombreux jeunes hommes et femmes.

2. Sur les syndicats défendant les droits humains, la justice climatique et l'accès à des services publics de qualité pour les réfugié.e.s et les travailleurs.euses migrant.e.s

Ce projet U2U est mis en œuvre au Liban, en Jordanie, en Tunisie et en Algérie. Son objectif est d'aider les syndicats des services publics à défendre les droits des réfugié.e.s et des travailleurs.euses migrant.e.s. Le projet a développé la capacité des syndicats à aborder ces questions dans une perspective fondée sur les droits. Les responsables et les membres des syndicats ont approfondi leurs connaissances sur les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s. Ils/Elles ont œuvré à promouvoir l'inclusion et à lutter contre le racisme et la xénophobie au sein de leurs propres syndicats. Au cours des derniers mois, les syndicats algériens ont mené une série d'actions pour dénoncer les autorités algériennes contre les attaques raciales aveugles contre les travailleurs.euses migrant.e.s d'Afrique sub-saharienne. Ils ont défendu les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s aux niveaux national et régional et ont collaboré avec l'OIT et d'autres instruments des Nations unies sur la migration et les droits du travail. Les syndicats collaborent également avec d'autres syndicats mondiaux et la société civile afin d'influencer les politiques régionales et mondiales. Ce projet a rencontré des difficultés dans de nombreux pays d'accueil, déjà confrontés à de multiples crises liées aux libertés démocratiques, à la répression politique et à l'instabilité économique.

3. Renforcement des femmes syndicalistes (2023-2025)

Dans le cadre du projet régional U2U, les compétences des femmes syndicalistes en matière de leadership, de campagne et d'organisation ont été améliorées. L'objectif du projet était de mener des campagnes contre la discrimination et l'injustice fondées sur le genre. Grâce à ce projet, les travailleuses ont acquis des compétences de haut niveau en matière de campagne. Dans certains pays, le nombre de femmes membres a augmenté au cours des deux dernières années. Davantage de femmes occupent désormais des postes décisionnels dans les affiliés de l'ISP. Dans les pays participant au projet, les femmes mènent des campagnes pour faire évoluer certaines lois discriminatoires. La plupart des pays mènent également des actions de plaidoyer

et établissent des alliances en vue de la ratification de la Convention C190 de l'OIT. Plus de 20 syndicats sur 34 ont adopté un quota de représentation féminine. Certains syndicats en Égypte, en Algérie, en Tunisie, en Palestine et en Irak ont même inscrit l'égalité des genres dans leurs statuts officiels. Certains gouvernements modifient également leurs lois ; par exemple, le gouvernement irakien a proposé au Parlement de ratifier la Convention C190.

4. Renforcer les capacités des syndicats pour une transition énergétique juste

Ce projet régional pour l'Afrique et les Pays arabes a impliqué des affiliés en Tunisie et en Égypte. En Tunisie, les syndicats ont obtenu de très bons résultats. Ils ont élaboré une réponse sectorielle à l'adaptation au changement climatique. Ils continuent de sensibiliser leurs membres à l'impact du changement climatique sur les services publics, la sécurité de l'emploi et la sécurité au travail. Ils ont mené des actions de plaidoyer et noué des alliances avec des organisations de la société civile. Ensemble, ils ont appelé le gouvernement à mettre en œuvre son programme national pour le climat. En Égypte, les affiliés ont rejoint le projet en 2023. Ils ont organisé des ateliers de sensibilisation. L'objectif était d'impliquer tous les membres et d'adopter une prise de position syndicale sur la transition juste.

5. Renforcer la capacité des syndicats à utiliser le dialogue social comme outil de défense des droits des travailleurs.euses (2023-2025)

Ce projet financé par la FNV a été mis en œuvre en Jordanie et au Liban. Il a aidé les syndicats à trouver des opportunités stratégiques pour remettre en place les instruments du dialogue social. Les affiliés des deux pays ont renforcé leurs connaissances et leurs capacités et ont engagé le dialogue avec les institutions. Ils comprennent désormais mieux les systèmes fiscaux, les systèmes financiers et les politiques économiques gouvernementales. Ils sont actuellement en train de rédiger des prises de position syndicales. Ces documents serviront à négocier avec le gouvernement des politiques économiques plus équitables qui placent les travailleurs.euses au premier plan des politiques économiques.

6. Campagne en faveur de la Convention C190 de l'OIT (2023-2025)

Également financé par la FNV, ce projet s'est concentré sur l'Égypte et la Tunisie. Il comporte plusieurs volets. Il a permis aux travailleurs.euses de bien comprendre le contenu de la Convention C190 de l'OIT. Il a sensibilisé à l'impact négatif de la violence sexiste sur la société et dans le monde du travail. Il a démontré aux syndicats pourquoi la ratification de la Convention C190 est très importante, car elle a créé un cadre juridique solide. Enfin, le projet a permis de nouer des alliances avec d'autres syndicats mondiaux et organisations de la société civile à tous les niveaux et a plaidé en faveur de sa ratification.

Impacts positifs et résultats des projets

Les projets ont eu un impact réel dans toute la région. Les effets positifs sont évidents.

Les capacités des syndicats sont beaucoup plus solides. La formation, le mentorat et la planification stratégique ont permis aux syndicats d'acquérir de meilleures compétences et une plus grande résilience. En Égypte, un syndicat a augmenté ses effectifs de 20%, ce qui montre que la syndicalisation active porte ses fruits.

La privatisation a été stoppée dans de nombreux cas. Des campagnes coordonnées au Cameroun, en Ouganda et au Nigeria ont permis de maintenir des services essentiels tels que l'eau et l'électricité entre les mains du secteur public. Cela protège l'accès pour tous.tes.

La lutte pour l'égalité des genres a progressé. Les projets sur la Convention C190 de l'OIT et le leadership des femmes ont eu un impact direct. Davantage de femmes adhèrent aux syndicats et occupent des postes de direction. Des campagnes nationales ont commencé à modifier les lois discriminatoires. En outre, les syndicats font pression sur les gouvernements pour qu'ils ratifient des conventions cruciales.

Les syndicats sont plus efficaces dans le dialogue social. En Jordanie et au Liban, les syndicats comprennent désormais beaucoup mieux la politique économique, la fiscalité et les finances. Ils utilisent ces connaissances pour rédiger des documents d'orientation et négocier avec leurs gouvernements.

Les travailleurs.euses vulnérables sont mieux protégé.e.s. Les projets ont concerné les agents de santé communautaire, les travailleurs.euses informel.le.s du secteur des déchets, les réfugié.e.s, les migrant.e.s et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Leurs besoins propres font désormais partie des politiques nationales et des programmes syndicaux.

Les alliances sont plus solides. L'un des principaux résultats a été l'établissement de liens solides entre les syndicats, d'autres syndicats mondiaux et des organisations de la société civile. Lorsque ces groupes travaillent ensemble, leur voix est plus forte.

Activités des réseaux

Les réseaux fonctionnent comme des plateformes sectorielles pour l'action collective, le renforcement des capacités et le changement de politique. Les réseaux aident les syndicats à partager leurs idées et à travailler ensemble sur des questions communes ou transversales. Ils opèrent dans le cadre de l'ISP et sous l'autorité de l'AFREC et de l'EB.

En Afrique francophone, il n'existe pas de réseau dédié à la sous-région. Cependant, les affiliés participent activement aux réseaux régionaux de l'ISP. Ils sont impliqués dans WAHSUN, qui regroupe les syndicats du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest. Ils participent également à AMALGUN, le réseau des syndicats des collectivités locales.

Dans la sous-région arabe, les syndicats ont formé des alliances sous-régionales pour promouvoir les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s.

En Afrique anglophone, le réseau de l'éducation est très actif. Il rassemble des syndicats représentant le personnel non enseignant, les chercheurs.euses et les universitaires de l'enseignement supérieur. Ce réseau a tenu des réunions importantes à Kampala en juillet 2022 et à Accra en janvier 2023. Ces réunions ont abouti à un nouveau plan stratégique et à une mise à jour des lignes directrices sur le fonctionnement du réseau.

Le travail des réseaux n'est pas sans défis. Il va du soutien administratif et technique à la mobilisation et au financement des campagnes du réseau. La région s'efforce donc d'élaborer un ensemble de principes destinés à fournir des orientations sur la gestion efficace des réseaux sectoriels. Un

ensemble de principes qui contribuerait grandement aux différentes campagnes menées dans la région, mais qui garantirait également la pérennité des réseaux.

Campagnes menées

Nos syndicats ont utilisé les campagnes comme des outils essentiels pour lutter en faveur du changement. Au sein des pays, les affiliés ont mené des campagnes percutantes dans le cadre de leurs projets. Au Cameroun, ils ont fait campagne contre la privatisation de l'eau. Au Sénégal, ils font campagne pour que le gouvernement ratifie la Convention C190 de l'OIT.

Dans les Pays arabes, les syndicats mènent campagne contre la répression gouvernementale en Algérie, en Égypte et en Tunisie. Ils militent pour la ratification de la Convention C190 de l'OIT en Égypte et en Tunisie. Ils font campagne pour modifier les lois discriminatoires à l'égard des femmes. Ils nouent également des alliances et militent pour les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s.

L'Afrique anglophone a également été le théâtre de nombreuses campagnes. Au Ghana, des mobilisations de masse ont abouti à une grande victoire : une augmentation salariale de 23 à 25% et la suppression de la TVA sur l'électricité. Au Nigeria et au Kenya, la population a manifesté dans les rues contre la suppression des subventions sur les carburants et l'instauration de nouvelles taxes.

Les syndicats ont mené de vigoureuses campagnes contre la privatisation. Au Nigeria, ils se sont battus contre la privatisation de l'eau. Au Ghana, ils luttent contre les projets de privatisation du secteur de l'énergie. En Ouganda, une longue campagne a finalement abouti. Le gouvernement a renationalisé la production et la distribution d'électricité après 20 ans de privatisation.

Les syndicats mènent également des campagnes pour influencer les politiques. L'ISP a été très active lors du sommet Africités 9 au Kenya. Elle a promu le dialogue social, la ratification de la Convention C190 de l'OIT et un meilleur financement des gouvernements locaux. Les campagnes ont également conduit à la ratification de conventions sur la violence fondée sur le genre au Nigeria, en Ouganda et au Rwanda. Au Nigeria, les campagnes ont amélioré les droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

En Afrique australe, la campagne « Health Justice » (Justice en matière de santé) a été lancée en Zambie. Elle vise à jeter les bases de campagnes nationales dans le cadre desquelles les affiliés de chaque pays interpellent leur propre gouvernement sur la nécessité de mettre en œuvre la Déclaration d'Abuja. La campagne demande une augmentation des allocations budgétaires afin de parvenir à une couverture sanitaire universelle pour tous les citoyen.ne.s.

État des affiliations et adhésions

On observe un déclin dans toutes les sous-régions. Certains syndicats ont réduit le nombre de leurs membres déclarés afin de pouvoir faire face au paiement des cotisations d'affiliation. D'autres sont confrontés à un déclin général en raison du manque d'emplois dans les services publics et de la privatisation.

L'Afrique anglophone et l'Afrique australe ont toutes deux connu un déclin en raison de la perte d'affiliés pour non-paiement des cotisations. Certains de ces syndicats comptaient plus de 150 000 membres déclaré.e.s.

Au cours de l'année à venir et au-delà, la stratégie régionale de syndicalisation et de croissance offrira l'occasion de renforcer l'adhésion parmi les affiliés, d'augmenter le nombre d'affiliés et d'enregistrer une augmentation du nombre de membres déclarés. Grâce à l'emploi d'un coordinateur régional et à la formation du personnel existant pour soutenir les efforts d'organisation des affiliés, le potentiel de croissance du nombre de membres est énorme.

Activités pour les femmes et les jeunes travailleurs.euses

Outre les activités spécifiques ciblant les femmes et les jeunes travailleurs.euses dans divers pays des sous-régions respectives, la Conférence régionale des Femmes et la Conférence régionale des Jeunes servent de point de ralliement pour le renforcement des capacités et l'éducation politique des femmes et des jeunes travailleurs.euses, respectivement. Les affiliés sont également encouragés à intégrer la participation des femmes et des jeunes travailleurs.euses dans les activités des projets et les différentes campagnes. Si certaines sous-régions ont mis en place des projets spécifiques sur le genre qui traitent des questions propres aux femmes dans le mouvement syndical et le paysage économique et social national, d'autres n'en ont pas. À l'avenir, des efforts concertés seront déployés pour garantir que chaque sous-région soit en mesure d'utiliser des projets spécifiquement axés sur le genre afin de répondre aux préoccupations des femmes dans ces sous-régions.

Dans les Pays arabes, une grande attention a été accordée aux femmes. Le projet visant à renforcer le rôle des femmes syndicalistes a donné des résultats. Davantage de femmes sont membres de syndicats et occupent des postes décisionnels. Les femmes font campagne pour modifier les lois discriminatoires. Plus de 20 syndicats ont adopté des quotas pour les femmes. Certains syndicats ont inscrit l'égalité des genres dans leurs règlements. Les gouvernements égyptien et irakien proposent également des modifications législatives. Des mesures sont adoptées pour lutter contre la violence fondée sur le genre sur le lieu de travail : points focaux, bureaux chargés des questions de genre, codes de conduite et campagnes pour faire respecter les mesures de santé et de sécurité au travail.

En Afrique anglophone, l'égalité des genres reste un défi majeur. L'écart salarial persiste, les femmes gagnant beaucoup moins que les hommes. Les femmes sont encore sous-représentées aux postes de direction. Mais des progrès ont été réalisés. Certains syndicats ont inclus des dispositions relatives à l'égalité des genres dans leurs conventions collectives. Pour les jeunes travailleurs.euses, le principal problème est le chômage. Les taux sont très élevés, en particulier en Sierra Leone, au Nigeria et au Liberia.

La région a mis en place en 2025 un programme d'éducation et de mentorat pour les jeunes travailleurs.euses (YEMP) à titre de projet pilote pour le travail éducatif continu auprès des jeunes travailleurs.euses. Les jeunes travailleurs.euses de tout le continent ont souvent peu accès à l'éducation politique, au mentorat et au soutien au développement, ce qui limite leur capacité à participer efficacement au mouvement syndical. Ce programme éducatif est l'une des contributions que l'ISP peut apporter pour répondre à ce besoin.

Le programme pilote s'est déroulé en ligne pendant deux semaines, la première en juillet et la seconde en septembre. Chaque semaine, les jeunes travailleurs.euses ont participé à une session en ligne de trois heures par jour, chaque session couvrant un sujet différent et étant présentée par un.e intervenant.e interne ou externe différent.e. La première semaine a été consacrée à l'approfondissement de la compréhension des syndicats, des principes de base qui régissent leur

fonctionnement, ainsi qu'à l'approfondissement de la compréhension des dynamiques et des questions de genre dans le monde du travail et des syndicats. La deuxième semaine était consacrée à certains des défis socio-économiques plus larges auxquels sont confrontés les travailleurs.euses, les syndicats et le secteur public, tels que la précarité du travail, la digitalisation et le changement climatique. Elle était également axée sur le développement de compétences spécifiques liées à l'utilisation des médias sociaux pour créer et renforcer les syndicats.

Ce fut un processus passionnant, stimulant, engageant et enrichissant, auquel ont participé jusqu'à 170 jeunes travailleurs.euses d'une quinzaine de pays, dont le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Botswana, Maurice, le Liberia, le Togo, le Sénégal, le Niger, le Rwanda, le Cameroun, l'Ouganda, le Kenya, l'Égypte et la Jordanie. Les jeunes travailleurs.euses sont encouragé.e.s à prendre l'initiative de poursuivre le processus d'éducation en organisant des discussions sur WhatsApp, des webinaires et en participant à d'autres activités éducatives externes disponibles en ligne. Il est prévu qu'une nouvelle cohorte de jeunes travailleurs.euses suive le programme chaque année. Cela contribuera à renforcer les deuxième et troisième niveaux de leadership dans toute la région.

Défis auxquels la région est confrontée

En Afrique francophone :

- **Insécurité** : de nombreux pays ne sont pas sûrs. C'est particulièrement vrai dans la région du Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali) et en Afrique centrale (RDC, Cameroun, Tchad). La violence a un impact considérable sur les travailleurs.euses, en particulier dans le secteur de la santé. Elle rend difficile l'accès au travail et la fourniture de services publics. Elle rend les travailleurs.euses plus vulnérables. Elle rend également dangereux et difficile le fonctionnement et le développement des syndicats.
- **Ingérence politique** : dans les pays dirigés par l'armée, le gouvernement tente de contrôler les syndicats ou de les réduire au silence. Il utilise différentes tactiques. Il peut cesser de prélever les cotisations syndicales sur les salaires. Il peut dissoudre les syndicats indépendants. Il supprime les droits fondamentaux, comme le droit de grève, etc.
- **Travail précaire** : les emplois sont de moins en moins sûrs partout. Les secteurs public et privé embauchent moins de personnes sous contrat à durée indéterminée. Ils ont plutôt recours à des contrats à court terme, des contrats de service et d'autres formes de travail précaires. Cela est particulièrement néfaste pour les jeunes travailleurs.euses. Il est beaucoup plus difficile pour les syndicats de recruter, car les personnes ont peur de perdre leur emploi. Ces travailleurs.euses n'ont souvent aucune protection sociale et aucune pension.

Dans les Pays arabes :

- **Lois contre les syndicats** : les gouvernements ont adopté des lois très restrictives. En Tunisie, le décret n°20 stipule que les syndicats ne peuvent pas négocier sans l'autorisation du gouvernement. Le décret n°54 est utilisé pour emprisonner ou infliger des amendes aux personnes pour ce qu'elles publient sur les réseaux sociaux. La Jordanie a adopté une nouvelle loi sur la cyber-criminalité qui restreint également la liberté d'expression. Le Maroc refuse toujours de ratifier la Convention C87 de l'OIT sur la liberté syndicale. L'Égypte crée des lois complexes pour empêcher la formation de syndicats indépendants.

- **Crise économique** : Le taux de chômage est élevé, estimé à 11,5% en 2025. Le taux de pauvreté est également élevé. Environ 35% de la population devrait vivre en dessous du seuil de pauvreté. Il est donc difficile pour les syndicats de recruter et de lutter pour les droits lorsque les personnes luttent pour survivre.
- **Guerre et conflits** : la guerre à Gaza a été dévastatrice. Le ministère palestinien de la Santé rapporte que plus de 61 800 Palestiniens ont été tués depuis octobre 2023. Le système de santé a été détruit. Les dommages causés aux infrastructures sont estimés à 40 milliards de dollars. Les souffrances humaines sont immenses et créent une crise humanitaire désespérée. La plupart des travailleurs.euses du service public en Palestine subissent des retards ou des paiements partiels de salaire depuis début 2024, la situation s'étant considérablement aggravée en juin 2025.

En Afrique anglophone :

- **Instabilité économique** : les économies sont en difficulté et l'inflation est très élevée. Au Ghana, elle a atteint 56,3% en 2023. Au Nigeria, l'inflation alimentaire a atteint 35,4% au début de l'année 2024. Les monnaies locales ont perdu de leur valeur, ce qui rend les importations plus chères et les salaires moins intéressants. De nombreux pays sont lourdement endettés. Le Ghana a même dû recourir à un programme du FMI en 2023 après avoir été incapable de rembourser ses dettes extérieures.
- **Problèmes de gouvernance** : la corruption est un problème persistant. Les emplois dans la fonction publique sont souvent attribués pour des raisons politiques, et non en fonction des qualifications ou du mérite. Il existe une ingérence politique dans le travail du pouvoir judiciaire. Les syndicats sont confrontés à des lois du travail restrictives. Dans certains pays, comme le Burundi et le Libéria, les gouvernements ont mis fin au prélèvement des cotisations syndicales ou ont empêché les syndicats du secteur public de mener des négociations collectives.
- **Services publics sous-financés** : La pandémie de COVID-19 a montré à quel point nos services publics sont faibles. De nombreux pays manquent de médicaments essentiels. Les gouvernements ne respectent pas leurs engagements en matière de financement de la santé, comme promis dans la Déclaration d'Abuja. Le secteur de l'éducation a été durement touché par les longs confinements, comme en Ouganda. Le passage à l'apprentissage en ligne a aggravé le fossé entre riches et pauvres, entre zones urbaines et rurales. Les services d'eau et d'assainissement souffrent d'un sous-investissement et de la menace constante de privatisation.
- **Changement climatique** : Les effets du changement climatique se font désormais sentir. Les inondations et les sécheresses sont fréquentes. Elles détruisent les infrastructures, perturbent les services et ruinent les moyens de subsistance. Les syndicats exigent que la résilience climatique soit intégrée dans la planification des services publics.
- **Baisse du nombre d'adhérent.e.s** : Le fait que certains grands syndicats aient cessé de payer leurs cotisations et ne soient plus affiliés constitue un revers majeur. Cela signifie que l'ISP compte moins de membres dans la région.

En Afrique australe :

- **Violations des droits syndicaux** : au Mozambique, le seul affilié de l'ISP, le SINAFP, n'est toujours pas enregistré 23 ans après sa création. Le syndicat est en difficulté car ses dirigeants prennent leur retraite. En Eswatini, les attaques contre les syndicats sont courantes. Les libertés

fondamentales d'expression et de réunion pacifique sont sévèrement restreintes. La loi sur l'ordre public est utilisée pour interdire les rassemblements syndicaux.

- **Pertinence des projets** : Il est difficile de garantir que les projets répondent aux besoins les plus urgents des affiliés. Par exemple, au Botswana, un projet sur la transparence dans les chaînes d'approvisionnement des services publics a dû être interrompu. En Afrique du Sud, un projet sur la digitalisation dans les négociations collectives n'a pas suscité beaucoup d'intérêt. Cela montre la nécessité d'une meilleure évaluation des besoins pour la programmation ultérieure.
- **Principaux domaines d'intervention** : Les affiliés de la sous-région ont identifié plusieurs questions urgentes qui nécessitent une attention particulière. Il s'agit notamment des mesures d'austérité, de la violence fondée sur le genre, du besoin important de formation, de la lutte contre la corruption, du soutien à la syndicalisation, de la crise climatique et de la lutte contre la privatisation.

Opportunités pour renforcer le travail de l'ISP dans les années à venir

Les défis et les succès des cinq dernières années révèlent des opportunités évidentes pour l'ISP de renforcer son action dans toute la région. Ces opportunités peuvent guider notre planification et notre action dans les années à venir.

- Une opportunité majeure réside dans la reconstruction et l'augmentation de nos effectifs. La stratégie régionale de syndicalisation et de croissance (SRSC) fournit une feuille de route et un nouvel élan pour reconstruire notre pouvoir grâce à la syndicalisation et au recrutement. Une application web régionale de gestion de bases de données a également été développée et mise à la disposition des affiliés, qui peuvent l'utiliser gratuitement et sans abonnement mensuel ou annuel. Elle répondra aux besoins des affiliés en matière de bases de données et fournira des informations fiables pour la prise de décision au niveau du syndicat.
- Le succès des campagnes contre la privatisation au Cameroun, en Ouganda et au Nigeria démontre que nous pouvons gagner. Ces victoires offrent l'occasion de mettre en place une campagne régionale plus forte et mieux coordonnée contre la privatisation de tous les services essentiels. Nous devons tirer les leçons de ces succès et les appliquer dans différents domaines, notamment en encourageant des modules innovants tels que les partenariats public-public (PuP).
- Le processus de pourvoi du poste vacant de Secrétaire sous-régional.e pour la sous-région Afrique francophone débutera après l'AFRECON et s'achèvera d'ici la fin janvier 2026.
- Il existe une excellente occasion d'approfondir notre travail sur la justice de genre. Les progrès réalisés dans la région arabe et dans d'autres pays qui ont ratifié la C190 montrent que plus d'élan donne des résultats. Nous avons la possibilité de lancer une initiative régionale concertée en faveur de la ratification et de la mise en œuvre de la C190 dans tous les pays. Nous pouvons aider davantage de syndicats à inclure des dispositions fermes contre la violence fondée sur le genre dans leurs conventions collectives. Le nombre croissant de femmes occupant des postes de direction est une avancée positive. Nous devons nous appuyer sur cette dynamique pour faire en sorte que davantage de femmes et de jeunes travailleuses mènent nos campagnes et participent aux négociations.
- Dans les Pays arabes, les opportunités sont liées à un environnement politique difficile. Les projets sur les femmes syndicalistes et les droits des migrant.e.s ont bien progressé. Nous avons la possibilité d'approfondir ce travail. Nous pouvons faire davantage pression pour la ratification

de la Convention C87 de l'OIT au Maroc et pour des réformes juridiques en Égypte et en Tunisie. Les alliances nouées avec d'autres syndicats mondiaux et organisations de la société civile sont solides. Nous pouvons utiliser ces alliances pour lancer des campagnes de plus grande envergure contre les lois restrictives qui portent atteinte à la liberté syndicale.

- La nouvelle stratégie en Afrique australe, fondée sur des enquêtes et des rapports nationaux, offre une meilleure méthode de travail. Cette approche permet de garantir que nos projets répondent véritablement aux besoins des affiliés. Nous pouvons utiliser cette méthode dans toutes les sous-régions. En écoutant attentivement les affiliés, nous pouvons concevoir des projets qui s'attaquent à leurs problèmes les plus urgents, tels que l'austérité, la corruption et la nécessité d'organiser le soutien. Cela rendra notre travail plus efficace et plus pertinent.
- Le commerce est une opportunité cruciale. Nous devons encourager davantage de jeunes travailleurs.euses de toutes les sous-régions à rejoindre ce programme. Investir dans les jeunes travailleurs.euses, c'est investir dans l'avenir de notre mouvement. Nous avons la possibilité de nous assurer qu'ils/elles disposent des compétences et des connaissances nécessaires pour mener les luttes et maintenir le pouvoir.
- La campagne pour la justice en matière de santé est une autre opportunité clé. Son lancement en Zambie ne doit être qu'un début. Nous avons la possibilité d'aider chaque affilié dans chaque pays à lancer sa propre campagne nationale. Nous devons pousser tous les gouvernements à respecter la Déclaration d'Abuja et à allouer au moins 15% de leur budget à la santé. Cette campagne peut contribuer à la mise en place d'une couverture sanitaire universelle et à la protection des travailleurs.euses de la santé.
- Enfin, les changements politiques dans toute la région, comme au Botswana et en Afrique du Sud, créent une opportunité pour un engagement renouvelé. Nous devons profiter de ces changements politiques pour ouvrir de nouveaux dialogues avec les gouvernements. Nous pouvons faire pression pour la ratification des conventions fondamentales de l'OIT, un meilleur financement des services publics et la fin des lois anti-syndicales. Nous avons l'occasion de faire en sorte que la voix des travailleurs.euses des services publics soit entendue dans ces nouveaux régimes politiques.
- En saisissant ces opportunités, nous pouvons nous appuyer sur le travail acharné des cinq dernières années. Nous pouvons relever les défis à venir avec de meilleurs plans/stratégies d'atténuation, davantage de membres et une orientation plus claire. Notre objectif commun reste le même : fournir des services publics de qualité pour la dignité de tous et toutes.

Conclusion

Les cinq dernières années ont été parmi les plus difficiles que nous ayons jamais connues. Les affiliés de l'ISP dans la région Afrique et Pays arabes ont opéré dans une tempête de crises : pandémie, effondrement économique, catastrophes climatiques, répression politique et attaques contre les droits syndicaux et les responsables syndicaux. En outre, la région continue de faire face à des défis majeurs, le financement des projets ayant été sévèrement réduit, en grande partie en raison de la montée des gouvernements de droite en Europe. Les États-Unis ont considérablement réduit leurs contributions volontaires à l'Organisation internationale du Travail (OIT), ce qui a entraîné des pertes d'emplois généralisées.

Cela affecte directement la portée et l'ampleur de nos activités de projet, limitant le soutien que nous pouvons apporter à nos affiliés et à nos réseaux. Cela témoigne également d'un manque de soutien

aux processus de dialogue social initiés par l'OIT, notamment ceux liés à la ratification des conventions. Cela menacera directement la promotion des droits des travailleurs et le programme pour un travail décent.

Certains projets prendront également fin d'ici la fin de 2025 en raison de leur conception. La réduction du financement et la fermeture de certains projets compromettent notre capacité à maintenir des relations qui sont uniquement basées sur des projets et à mettre pleinement en œuvre les objectifs que nous avons fixés pour la région.

Toutefois, ce défi offre également l'occasion de reconsidérer la conception et la mise en œuvre de nos projets dans le contexte de notre stratégie politique régionale. Nous ferons preuve d'innovation dans la conception et la mise en œuvre des projets afin de garantir qu'ils contribuent à nos efforts de plaidoyer et de campagne tout en renforçant nos NCC, SUBRAC, AFREC et réseaux sectoriels (l'AFREC approuve les principes directeurs des activités du réseau). Ces organes consultatifs devraient devenir l'une de nos plateformes de plaidoyer et de campagne les plus solides et les plus dynamiques.

La constitution du Fonds de solidarité proposée par l'AFREC, en attente d'approbation par le Conseil exécutif, offre une solution importante. Ce fonds peut mobiliser des ressources supplémentaires pour soutenir les actions et les initiatives de plaidoyer au niveau national, en particulier en temps de crise, tout en renforçant la solidarité. Nous avons également constaté une tendance positive, les affiliés soutenant les activités régionales par des contributions généreuses. À cet égard, permettez-moi de saluer le leadership exemplaire de notre Vice-Président, le camarade Peters Adeyemi, et de l'ensemble des responsables du Syndicat du personnel non enseignant du Nigeria (NASU), ainsi que du camarade Isaac Bampoe, Président du NCC du Ghana, et de l'ensemble des responsables de l'Association du personnel civil et local du Ghana (CLOGSAG). Nous encourageons cette démarche dans toutes nos sous-régions.

Le Programme d'action régional (POA) est notre document stratégique politique qui guide nos actions et nos activités. Dans le cadre de la mise en œuvre du POA, nous accorderons une attention particulière au déploiement efficace de la Stratégie régionale de syndicalisation et de croissance (SRSC), qui a reçu le soutien et l'approbation de l'AFREC. En outre, nous avons également reçu l'approbation pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'éducation et de mentorat des jeunes travailleurs (YEMP) et de la Conférence annuelle des femmes (AWC). Dans le même temps, nous restons déterminés à fournir à nos affiliés un soutien et une réponse immédiats en temps de crise, en veillant à ce que la solidarité reste au cœur de nos actions. Notre travail nécessite une forte concentration sectorielle. Nous renforcerons et ferons progresser certains de nos secteurs phares : la santé, les droits syndicaux, l'éducation et la culture, la gouvernance locale et régionale, et les services publics, en identifiant des personnes de référence parmi le personnel et en les aidant à mener les activités de ces secteurs.

Le développement et la croissance économiques de la région ont été caractérisés par un ordre économique irréaliste qui profite souvent aux entreprises et aux économies avancées. C'est la conséquence logique de notre trajectoire historique, marquée d'une part par la colonisation, le pillage et la spoliation des ressources naturelles et humaines, et d'autre part par des politiques économiques choisies ou dictées par des forces extérieures. Les flux financiers illicites, la dette, l'austérité, la privatisation des services publics, les crises climatiques, l'insécurité, la violence fondée sur le genre, le chômage des jeunes, les migrations et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

sont autant de conséquences d'un système défaillant. Il existe une forte demande pour une alternative. Pour nous, cette alternative doit être menée par les travailleurs.euses.

Pour faire avancer cette quête, nous avons l'intention de créer un centre pour une nouvelle économie, dirigé par une commission composée de nos responsables régionaux.ales et d'expert.e.s de divers domaines, notamment l'économie, le droit, l'histoire, la politique, le syndicalisme et le monde universitaire. Ce centre servira d'espace pour la recherche critique, le dialogue et la production de connaissances.

Pour compléter nos stratégies politiques et organisationnelles, il est essentiel que nous développions une stratégie de communication solide. Cela amplifiera notre travail et nous aidera à façonner des récits qui reflètent la réalité des travailleurs.euses, remettent en question les idéologies dominantes et poussent à un changement politique significatif. En partageant les histoires de nos affiliés, en célébrant les succès et en dénonçant les injustices, nous pouvons renforcer nos efforts de plaidoyer, mobiliser et élargir le soutien.